

Japon À Tokyo, Nicolas Sarkozy réaffirme sa confiance en l'énergie nucléaire

Le président français était hier au Japon pour exprimer le soutien des pays du G20 aux autorités nippones en pleine urgence nucléaire, mais il a réaffirmé son choix en faveur de l'atome.

Trois semaines après le séisme et le tsunami gigantesques qui ont ravagé le nord-est du Japon et provoqué le plus grave accident nucléaire depuis Tchernobyl, en 1986, Nicolas Sarkozy a fait étape quelques heures à Tokyo, en provenance de Nankin, dans l'est de la Chine, où il a ouvert un séminaire du G20 sur la réforme du système monétaire international. Devant la communauté française établie au Japon, puis devant le Premier ministre nippon Naoto Kan, le chef de l'État a d'abord

rendu hommage au « *courage exceptionnel* » des Japonais face à la catastrophe et, pour faire face à l'urgence, a promis toute l'aide de la France. Dans cette panoplie, il a notamment cité les robots du numéro un mondial du nucléaire Areva, « *qui permettent d'intervenir dans les zones contaminées* », alors qu'il est crucial de traiter les eaux fortement radioactives ayant servi à refroidir les réacteurs à la centrale de Fukushima, à 250 km au nord de Tokyo. En retour, Naoto Kan s'est réjoui de pouvoir « *bénéficier de l'expertise et du matériel de la France* » et, même si sa présence l'a momentanément détourné de l'urgence, « *remercié sincèrement* » son invité de sa visite. Comme il l'a déjà fait, Nicolas Sarkozy a profité de son séjour japonais pour réaffirmer le choix nucléaire de la France. « *Nous avons pris des engagements de ré-*

duction des gaz à effet de serre. Pour les remplir, il n'y a pas 150 solutions, il y a le nucléaire », a-t-il martelé dans un message limpidement aux écologistes français, partisans de son arrêt. Dans la foulée, M. Sarkozy a dénoncé ceux qui, à l'inverse du Premier ministre japonais, mais comme la chancelière allemande Angela Merkel, ont pris des décisions sur l'avenir de la filière nucléaire dans l'urgence. « *L'heure n'est pas aux choix précipités qui ne marquent qu'une seule chose, le manque de sang-froid* », a-t-il jugé. **Il a vanté la « sûreté » des réacteurs EPR**

Seule concession à l'émotion suscitée dans le monde par le drame de Fukushima, le chef de l'État a souligné que l'avenir du nucléaire passait par un indispensable renforcement de sa sécurité. « *Le problème est un problème de norme de sûreté plus que de choix de l'énergie nucléaire,*



Nicolas Sarkozy est venu réaffirmer le soutien du G20 au Premier ministre Naoto Kan et au peuple japonais. Photo AFP

pour laquelle il n'y a pas d'alternative à l'heure actuelle », a-t-il tranché.

M. Sarkozy a ainsi proposé la réunion en mai à Paris des autorités de sûreté nucléaire des pays

du G20, qu'il préside, afin d'imposer les mêmes normes de sûreté des installations dans le monde entier. « *Il est absolument anormal que ces normes de sûreté internationales n'existent pas, ce qui compte, c'est qu'avant la fin de l'année il y ait des normes internationales*, a-t-il insisté. *Le nucléaire n'est possible qu'avec des normes de sûreté exceptionnelles.* » Comme il l'avait fait mercredi avec son homologue chinois Hu Jintao, le président français n'a pu s'empêcher de vanter devant M. Kan le « *niveau de sûreté maximal* » des réacteurs français EPR. Selon une source française, ce renforcement des normes internationales devrait d'ailleurs bénéficier commercialement aux réacteurs géants d'Areva, qui avait essuyé un cinglant échec fin 2009 aux Émirats arabes unis face à leurs concurrents sud-coréens, nettement moins chers.

Dans le plus grand cimetière du monde

C'est la plus importante opération menée par « les forces d'autodéfense » (euphémisme pour parler de l'armée japonaise) : il y aurait actuellement 200 000 hommes de troupe engagés dans l'opération de sauvetage des civils des zones sinistrées par le séisme et le tsunami. La carte de la région du Tohoku ressemble à s'y méprendre à une carte d'état-major en temps de guerre. Le front se situe autour de la centrale de Fukushima, et de Sendai jusqu'à Morioka, plus au nord. Les forces aériennes s'activent, avec des avions-cargos qui acheminent chaque jour 100 tonnes de nourriture et d'aide, distribuées via les bases militaires de Matsushima, au nord de Fukushima, et de l'aéroport de Hanamaki, près de la ville de Morioka. Au large, tout le long de la côte, 50 bateaux de l'armée. Bref, un déploiement sans précédent. Certains de ces militaires oeuvrent dans leur propre secteur et ont eux-mêmes eu à souffrir de pertes parmi leurs proches. Dans cette rude bataille, inutile de dire que tous sont très motivés.



Des membres des forces d'autodéfense japonaises à la recherche de corps parmi les monceaux de débris abandonnés par le tsunami. Photo AFP

On voit par exemple le 22^e régiment d'infanterie s'acharner à débayer, dans la préfecture de Myagi, les montagnes de débris que le tsunami a rejetés à l'intérieur des terres, avec une discipli-

ne toute japonaise, recherchant avec acharnement les corps des disparus. Inutile de dire que les journalistes ont du mal à extraire quelques

mots de leurs bouches, tant ces hommes, pourtant entraînés, sont épuisés. On retrouve tout à coup la dépouille d'une fille, enfouie dans la boue. Les hommes alors s'alignent devant

l'encens que l'on fait brûler dans le chemin qui sépare les champs et le chef crie « *Gassho* » (« *joignez les mains et priez* »). « *Lorsque nous avons commencé les recherches, tout le monde pleurait en travaillant* », explique, visiblement choqué, l'un de ces soldats. Les familles de 50 militaires originaires de la région sont sans maisons et logent dans des centres d'hébergement. Quant aux cadavres emportés par la mer lors de son reflux, il devient quasi impossible de les retrouver, car les recherches s'avèrent trop dangereuses dans une eau — de plus en plus — fortement irradiée. De même, plus de mille cadavres se trouvant dans la zone des 20 km d'exclusion autour de la centrale sont laissés à l'abandon pour l'instant, par peur des radiations. Les plongeurs n'ont pu travailler sans se mettre en danger. On a trouvé une radioactivité très forte sur un corps se trouvant à environ 5 km de la centrale de Fukushima. Les autorités ne savent comment emporter ces

corps sans mettre en danger les médecins et les policiers, qui seraient eux-mêmes soumis aux radiations. Le plan d'origine, qui consistait à inspecter les corps puis à les transporter hors de la zone, a fait long feu. Même s'ils sont rendus aux familles pour la crémation, la fumée pourrait contenir des éléments radioactifs, alors que de les enterrer pourrait contaminer le sol. Quant à décontaminer les corps lorsqu'ils sont retrouvés, les spécialistes nous indiquent qu'ils pourraient alors se décomposer plus rapidement. Bref, un scénario de fin du monde. Seule note positive : le Japon, qui s'interdit dans sa constitution pacifiste depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, de posséder une vraie armée (même si les forces d'autodéfense en sont une), ne tarit pas d'éloges sur le comportement de ces hommes prêts à tout pour retrouver ne serait-ce qu'un corps dans cette terre transformée en un vaste cimetière. **De notre correspondant à Tokyo, Christian Kessler**

AUDITION SANTÉ

LABORATOIRE DE CORRECTION AUDITIVE

«vu»
à la
TV

AUDITION SANTÉ

spécialiste de la
correction
auditive

vous propose un :

BILAN AUDITIF GRATUIT ⁽¹⁾

jusqu'au 2 avril 2011

Prenez rendez-vous
dès maintenant :

Appelez le
36 28 ⁽²⁾
dites
Audition Santé

Le centre le plus
proche sur :
www.auditionsante.fr

(1) Test non médical.

(2) coût de l'appel 0,34 € la minute

Côte d'Ivoire Les forces pro-Ouattara aux portes d'Abidjan

Le président ivoirien reconnu par la communauté internationale Alassane Ouattara n'avait jamais été, hier, aussi près de la victoire : ses combattants étaient aux portes d'Abidjan et le chef des armées de son rival, le chef d'État sortant Laurent Gbagbo, a fait défection. Abidjan, hérissée de barrages de jeunes pro-Gbagbo, était sous haute tension, et la plupart des habitants préféraient rester chez eux, redoutant une bataille finale dans cette métropole d'au moins quatre millions d'habitants. Et la guerre psychologique n'était pas en reste, Alassane Ouattara allant jusqu'à promettre que l'« *intégrité physique* » de Laurent Gbagbo serait préservée s'il se rendait. Le chef de l'Onu en Côte d'Ivoire, Choi Young-jin, a annoncé que le blocus de l'hôtel du Golf à Abidjan — qui servait de base à Alassane Ouattara depuis l'élection présidentielle du 28 novembre — a été levé. « *Les 50 000 policiers et gendarmes armés ont tous quitté Gbagbo. Il n'y a que les forces spéciales de la Garde républicaine et les Cecos* » qui restent, a-t-il déclaré sur France Info, précisant que les forces encore fidèles à Gbagbo sont positionnées au « *palais présidentiel* » et à la « *résidence* » de ce dernier.

Au quatrième jour d'une offensive éclair, alors que son rival gardait le silence, les troupes de M. Ouattara présentes dans la moitié nord depuis 2002 avaient pris le contrôle de la grande majorité du pays, sans rencontrer de résistance majeure, sauf dans quelques villes de l'ouest, région natale de M. Gbagbo. **« Le pays vous appelle »** Depuis le début de la crise post-électorale fin novembre, qui a fait près de 500 morts selon le dernier bilan de l'Onu, M. Gbagbo a résisté aux sanctions internationales, tant politiques qu'économiques, avant que son régime ne vacille sous l'effet de la pression militaire et d'une défection de poids : le chef d'état-major de l'armée, le général Philippe Mangou, s'est réfugié mercredi soir à la résidence officielle de l'ambassadeur sud-africain à Abidjan. D'autres généraux se sont ralliés à Alassane Ouattara, a affirmé sur la télévision France 24 son Premier ministre Guillaume Soro, exigeant que Laurent Gbagbo « *parte maintenant* » car Abidjan est « *encerclé* ». Depuis le début de l'avancée lundi, les troupes de M. Gbagbo, sauf exceptions locales, ont officiellement opéré vers Abidjan un « *repli* » tactique, mais qui avait tout l'air d'une

déroute. Les principales villes du pays sont tombées aux mains des pro-Ouattara, souvent à bord de pick-up surmontés de mitrailleuses : la capitale politique Yamoussoukro (centre) mercredi, et le premier port d'exportation de cacao au monde, San Pedro (sud-ouest), hier. Des soldats de la force française Licorne (900 hommes) sont intervenus à la suite de pillages dans un quartier sud de la ville où habitent des ressortissants européens, notamment français, et qui abrite de nombreux commerces. **L'Onu contrôle l'aéroport** En soirée, les forces des Nations unies en Côte d'Ivoire (Onuci) ont pris le contrôle de l'aéroport d'Abidjan. Le commandant en chef de l'aéroport, qui avait 100 hommes sous ses ordres, a fait défection du camp du président sortant Laurent Gbagbo « *et remis le contrôle aux troupes de l'Onu de façon pacifique* », a expliqué ce responsable sous couvert d'anonymat. On ignorait si l'aéroport était resté ouvert. Sur son site internet, Air France a indiqué avoir annulé un vol Paris-Abidjan qui devait quitter la capitale française hier soir.